

Plan d'action futur de la section de Production de Diamants, Pierres Précieuses, Ornaments et Bijoux (DGOJP) et des Mines

Les conférences mondiales de l'ICEM sur les industries de production de diamants, pierres précieuses, ornements et bijoux (DGJOP) et les industries extractives ont eu lieu du 22 au 25 novembre 2004 à Boksburg, Afrique du Sud ; elles ont analysé, discuté et débattu des tendances et défis auxquels nous devons faire face dans ces secteurs. Par le présent document, les participants à la conférence adoptent unanimement les conclusions suivantes:

1. Fusion des sections des Mines et de la DGOJP

Nous avons décidé de consolider et de fusionner nos membres des deux sections en une seule section. Nous voyons la fusion comme une étape naturelle vers la construction d'une unité et coopération mondiales plus larges parmi les travailleurs de la chaîne de valorisation des minerais, sous le slogan « de l'extraction à la mode ». La conférence élit les Président et Vice-président de la nouvelle section ; tous deux seront membres de plein droit du Comité exécutif de l'ICEM. Nous saluons et félicitons nos membres de la section DGOJP à la veille de la célébration de leur 100^{ème} anniversaire pour leurs inlassables efforts et engagement en vue de construire une solidarité internationale des travailleurs. Nous attendons avec impatience la célébration de leur 100^{ème} anniversaire qui aura lieu à Surat, Inde, en 2005 et ne ménagerons pas nos efforts pour marquer l'occasion au niveau mondial.

Nous désirons saluer Gijs Honing, Président de la section DGOJP, pour son travail acharné afin de promouvoir l'internationalisme dans le secteur et lui souhaitons une belle retraite après 35 ans de dévouement désintéressé à la cause de la solidarité des travailleurs dans les secteurs de la DGOJP.

2. Encouragement de la valorisation locale

La conférence, en abordant le thème de l'importance de la valorisation au niveau local des minerais extraits en favorisant l'emploi et le développement économique par la diversification, demande à nos affiliés d'étudier des stratégies visant à ce que les travailleurs, employeurs, gouvernements et communautés promeuvent, développent et mettent en application des politiques de valorisation locale. A cette fin, le Secrétariat de l'ICEM, en collaboration avec le Président, le Vice-président et le Présidium, vont entreprendre, au cours des quatre années à venir, des activités pour soutenir les échanges entre travailleurs visant à mener des enquêtes et échanger des idées et expériences en matière de bonne politique de valorisation.

3. Encourager l'Agenda pour le Travail décent

L'ICEM a entrepris d'accroître et de renforcer sa campagne de promotion de l'Agenda de l'Organisation internationale du Travail pour le Travail décent dans nos industries au niveau mondial. Pour cela, nous cherchons à nous assurer que les multinationales observent et adhèrent aux principes et droits fondamentaux au travail de la déclaration de l'OIT et l'initiative « global compact » des Nations Unies. Une manière efficace de réaliser cela est d'instaurer un dialogue social sensé, global et régulier. Nous allons impliquer les employeurs au plus haut niveau possible par l'intermédiaire du Conseil International des Mines et des Métaux pour mettre sur pied une structure commune de consultation visant à contrôler la conformité mondiale de ces instruments. Nous chargeons le Président et le Secrétaire général de l'ICEM ainsi que le Président et le Vice-président de la section de se rencontrer dans les plus brefs délais afin de discuter de la constitution et des termes de référence de cette structure commune et afin de faire un rapport de l'évolution à la première réunion du Présidium de l'ICEM en 2005.

Etant donné la relation entre les secteurs de l'extraction et de la transformation dans les secteurs de la construction, du transport et de la fabrication, nous allons tenter d'accroître la solidarité des travailleurs par l'intermédiaire des organisations syndicales internationales appropriées, à savoir la FITBB, l'ITF, la FIOM et l'OIEM. Nous accueillons favorablement l'occasion de participer, en tant que partie prenante, au projet des communautés et industries minières à petite échelle (CASM) ayant comme objectif principal la valorisation des travailleurs et communautés dont la vie dépend de l'industrie minière à petite échelle. Notre participation vise à promouvoir de bonnes normes sociales et environnementales dans ce secteur très important.

Nous allons tenter de mettre sur pied un partenariat et créer des alliances avec des organisations progressistes mondiales de la société civile qui supportent notre campagne de soutien de l'Agenda pour le Travail décent.

Nous devons accroître et renforcer nos efforts de soutien de la campagne et des conventions de l'OIT portant sur le travail des enfants et le travail forcé. Il faut développer des programmes en commun avec l'OIT et nos affiliés pour participer à l'éradication du travail des enfants dans l'industrie extractive et du polissage des diamants et pierres précieuses.

Faisant suite à la plainte introduite par le CFMEU contre la BHP Billiton avec le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, nous poursuivrons énergiquement les compagnies qui ont signé l'initiative « global compact » et qui continuent à ne pas en respecter les principes. Dans cette optique, nos affiliés doivent identifier les entreprises signataires dans leurs pays et vérifier si ces principes sont bien respectés au niveau local. Des cas de violation devront être immédiatement portés à la connaissance du Secrétariat de l'ICEM et au Bureau « global compact ». La conférence a approuvé un point de vue fort selon lequel ces compagnies non désireuses de respecter les principes de l'initiative "global compact" ne devraient pas la signer, afin de ne pas nuire à la crédibilité de cette initiative.

Des rapports réguliers sur l'évolution en la matière seront mis à l'ordre du jour et discutés lors de la réunion du Présidium.

4. Le scénario de la croissance de l'industrie minière

La conférence, après analyse des tendances actuelles en matière d'investissements, d'offre et de demande dans les secteurs des minerais et de l'industrie extractive, conclut avec optimisme que le secteur minier mondial est un secteur en pleine expansion. Nous prévoyons une croissance soutenue, et plus particulièrement dans l'hémisphère sud. Nous insistons sur le fait qu'une telle croissance doit être accompagnée d'une présence syndicale accrue. A tous les niveaux, l'ICEM tentera de déceler les possibilités de recrutement et de syndicalisation dans de telles régions en expansion sous le thème "syndiquer les non-syndiqués".

Nous devons développer notre capacité à vérifier les tendances de consolidation, de propriété et de contrôle aux niveaux local et mondial au moyen de fusions et d'acquisitions dans l'industrie. De telles données accroîtront notre capacité de surveillance du mouvement des multinationales dans le monde entier.

Nous reconnaissons également que les pays miniers arrivés à maturité dans ce secteur n'encouragent pas la création et le recrutement de nouveaux jeunes talents ou compétences, plus particulièrement parmi les femmes, ce qui est indispensable à cette croissance. Les pays miniers industrialisés recrutent ces talents dans les pays en voie de développement, ce qui revient donc à se concurrencer pour le même pool mondial de mineurs.

L'ICEM devrait organiser une conférence pour examiner davantage les occasions et même les menaces émanant du scénario de croissance afin de pouvoir réagir efficacement à ce scénario.

Il faut entreprendre un travail accru en vue d'examiner le rôle des industries extractives d'uranium et de charbon dans les scénarios futurs en matière d'énergie. Il est urgent de prêter attention au développement et au transfert de technologies propres dans le secteur du charbon pour réduire les émissions de dioxyde de carbone dans l'esprit du Protocole de Kyoto. Dans ce contexte, les affiliés du secteur des mines de charbon ont accepté de coopérer, par le biais d'un travail en réseau, en ce qui concerne l'échange d'idées et d'expériences sur la façon d'améliorer la protection de la santé et les normes environnementales dans le secteur du charbon.

5. Accords et réseaux mondiaux

Nous continuerons à rechercher des accords et réseaux mondiaux, en tant que partie intégrante de notre stratégie mondiale, pour unir et syndiquer les travailleurs, pour favoriser le dialogue social avec les employeurs et organisations d'employeurs dans la mise en application des droits de l'homme, des droits syndicaux, des normes en matière de santé et sécurité et d'emploi décent.

Le réseau mondial de Rio Tinto des travailleurs de l'ICEM existant sera étendu pour inclure des travailleurs des entreprises de taille et de polissage des diamants et des pierres précieuses.

Nous soutenons les efforts du NUM visant à mettre l'accent sur la création d'une coopération et de liens plus étroits avec les travailleurs d'Anglogold dans le monde entier. Cela doit aussi être accompagné d'une révision de la portée et de l'applicabilité de l'accord actuel.

La cible prioritaire pour un réseau mondial de travailleurs de l'ICEM est BHP-Billiton, la plus importante compagnie mondiale de ressources.

6. Encourager une industrie minière axée sur le développement et sur l'humain

Nous allons poursuivre, aussi bien au niveau national que régional et mondial, des politiques relatives au secteur des mines dont l'objectif principal est d'arriver à des industries sûres, humaines et productives répondant aux besoins humains de base, encourageant le développement économique, créant des emplois décents, défendant les droits de l'homme et les droits syndicaux, ainsi que la paix et la sécurité.

Nous insistons sur le rôle central des gouvernements pour créer, promouvoir et réguler les industries des mines et de l'énergie afin d'atteindre ces objectifs. Le développement de politiques nationales et/ou industrielles doit être étayé par les principes de transparence, de participation démocratique des syndicats et de recherche du consensus. Nous accueillons favorablement l'instauration d'un dialogue intergouvernemental mondial pour le développement durable. Comme stipulé dans leur politique d'engagement en tant que partie prenante, nous attendons avec impatience l'opportunité d'un dialogue structuré, sensé et suivi avec eux pour réaliser nos objectifs communs.

Au sein de l'ICEM, nous nous efforcerons sans cesse d'encourager une plus grande communication, un meilleur partage des informations, une formation et coopération accrues parmi et entre les affiliés, via les structures et réseaux existants, afin d'ériger notre capacité de promouvoir et de faire campagne de manière active en faveur de politiques durables dans l'industrie extractive, rencontrant les besoins des générations actuelles et futures. Une partie de cette stratégie consiste à travailler avec nos affiliés pour dénoncer les pratiques non démocratiques et la corruption, aussi bien dans le secteur privé que public.

Nous lançons un message clair aux institutions financières publiques et privées : nous n'acceptons pas la privatisation de l'industrie minière et le modèle de restructuration de type « taille unique » du secteur menés par les institutions financières internationales, et plus particulièrement le FMI et la Banque mondiale. Faisant suite à la situation catastrophique au niveau social dans des pays comme le Sri Lanka, la Pologne et l'Ukraine, nous avertissons ces institutions que l'imposition de toute restructuration non durable du point de vue social est vouée à l'échec. Nous devons continuer à communiquer ces politiques aux institutions financières

internationales et aux agences internationales de l'énergie et les amener à s'engager à mettre fin à leur modèle de privatisation dicté par la finance aux dépens des intérêts sociaux.

Nous appuyons pleinement les luttes courageuses de nos affiliés du Nigeria, de Colombie, de la République démocratique du Congo et du Botswana visant à obliger les gouvernements à reconnaître les droits syndicaux fondamentaux de syndiquer, de représenter les membres, de participer à des négociations collectives et d'être consultés à part entière sur les changements sur le lieu de travail. Et nous les soutiendrons pleinement jusqu'à ce que leurs revendications aient abouti.

La force de l'ICEM, ce sont ses affiliés. En utilisant notre slogan fondateur « Unir et syndicaliser », nous pouvons devenir encore plus forts en recrutant de nouveaux membres et en forgeant une unité et une solidarité plus grandes parmi tous les travailleurs des secteurs de l'extraction, de la transformation et de la fabrication aux niveaux national, régional et mondial. Nos réseaux régionaux et mondiaux doivent être renforcés et mis au point pour atteindre cet objectif. Notre stratégie consistant à continuer les accords et réseaux mondiaux doit être utilisée par nos affiliés pour atteindre cet objectif en ayant recours au recrutement ciblé pour syndiquer les non syndiqués. Pour construire notre force, il faut aussi construire nos ressources afin de réussir.

7. Paix et justice sociale

La conférence condamne l'invasion unilatérale de l'Iraq et demande à la communauté internationale de garantir l'élection proche d'un gouvernement réellement démocratique et le retrait des forces d'occupation. La conférence demande en outre une action immédiate pour assurer un règlement juste du conflit israélo-palestinien, y compris la formation d'un Etat palestinien indépendant et viable.

En plus de ce qui précède, cette conférence a identifié les domaines d'action suivants:

- a. Développer des politiques à long terme dans la recherche de solutions acceptables en ce qui concerne la relation entre l'égalité des sexes, la sécurité d'emploi, la création d'emploi et le développement durable au sein de l'industrie ;
- b. Etudier la façon dont nos affiliés peuvent mettre en avant et promouvoir l'Agenda de l'OIT pour le Travail décent via leurs conventions collectives respectives ;
- c. Faire campagne pour la ratification de la Convention 176 de l'OIT relative à la santé et à la sécurité dans les mines dans tous les pays miniers. Aider les affiliés dans la prise de conscience que le Secrétariat de l'ICEM rendra disponible le Manuel de la Campagne mondiale pour la Santé et la Sécurité. (Comme l'a déclaré le Syndicat des Métallurgistes

unis d'Amérique : « la chose la plus importante qui doit sortir de la mine, c'est le mineur » - nous devons continuer sans cesse à rappeler cela aux employeurs) ;

- d. S'assurer que les compagnies minières qui sont impliquées et qui tirent profit de guerres pour les ressources sont démasqués et traduits en justice ;
- e. Continuer à créer des partenariats au niveau local dans la lutte contre la pandémie du virus VIH/SIDA ;
- f. Instaurer un dialogue parmi nos affiliés syndiquant les mineurs du secteur de l'amiante pour qu'ils se mettent d'accord sur la façon de mettre en application la Convention 162 de l'OIT, l'emploi et l'impact social de l'appel à l'interdiction d'extraction d'asbeste.

Nous concluons enfin en félicitant le peuple sud-africain à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de leur Liberté et Démocratie. Nous saluons tout particulièrement le rôle joué par le mouvement syndical sud-africain dans la lutte pour la libération. Nous sommes profondément stimulés par votre courage et votre détermination pour protéger et améliorer les droits des travailleurs aux niveaux national et mondial.

Nous présentons notre sincère estime à notre hôte, le Syndicat national des Mineurs, pour son immense contribution à faire de cette conférence historique un succès retentissant. Nous croyons avec confiance que l'esprit d'hospitalité, de coopération et de solidarité démontré lors de cette conférence va s'accroître, se renforcera et qu'il inspirera tous les affiliés de l'ICEM.
